



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 FEV. 2026

de prescriptions complémentaires à la société BAUDER à Drusenheim
portant modification et mise à jour de certaines dispositions

AIOT 0100001295

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2022 portant autorisation à la société BAUDER d'exploiter une usine de fabrication de produits d'isolation et d'étanchéité à Drusenheim ;
- VU** le porté à connaissance du 15 mai 2025 de la société BAUDER à Drusenheim demandant certaines modifications de prescriptions ;
- VU** le rapport de l'inspection du 08 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les principales modifications portent :

- d'une part, sur le stockage de polymères, avec une demande de dérogation portant le volume maximal des îlots à 1 000 m³ au lieu de 600 m³ ; en contrepartie, un mur de recoupement REI 120, équipé d'une porte EI 120, est ajouté afin de diviser en deux chaque cellule de stockage du bâtiment B, permettant de mieux maîtriser le volume unitaire de chaque cellule de stockage. Les simulations incendie réalisées via le logiciel Flumilog concluent à l'absence de danger à l'extérieur du site ;
- d'autre part, sur la gestion des eaux pluviales, désormais répartie sur quatre bassins versants distincts (contre deux auparavant) pour les eaux de toiture ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne génèrent ni impact environnemental, ni dangers et inconvénients significatifs nouveaux ou aggravés que ceux existants actuellement ;

CONSIDÉRANT ainsi que les modifications sont considérées comme non-substantielles sans nécessité d'actualisation de l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'acter cette modification par arrêté préfectoral complémentaire ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les prescriptions associées à l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2022, portant autorisation à la société BAUDER d'exploiter une usine de fabrication de produits d'isolation et d'étanchéité à Drusenheim, susvisé sont modifiées et complétées par les dispositions qui suivent.

Article 2 : INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le volume de la rubrique n°4801-1 et la puissance de la rubrique n°2910A-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement listé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2022 susvisé est modifié comme suit :

4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Production membranes bitumineuses : - Stockage de bitume liquide (MP) : 640 t - Stockage de produits finis (membranes bitumineuses) : 13 200 t Quantité totale : 13 840 t	A
2910A-2	Combustion : A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Production de membranes bitumineuses : Chaudière gaz (chauffage huile) : 1,2 MW Chaudière gaz mobile pour le chauffage : 0,8 MW Puissance totale : 2 MW	DC

Article 3 : TRANSFORMATION ET STOCKAGES DE POLYMÈRES

La dernière partie de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2022 susvisé est modifiée comme suit :

Rubrique 2663 :

Les installations relevant de la rubrique 2663 sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Secteurs concernés :

- bâtiment D : zone de stockage des matières premières ;
- bâtiment B : stockage des produits fins PU.

Aménagement des prescriptions :

- article 2.2.6 de l'arrêté ministériel précité, l'exploitant est dispensé de réaliser un mur de recoupement REI120 entre les installations relevant de la rubrique 2662 et celles relevant de la rubrique 2663 ;

- article 2.2.7 de l'arrêté ministériel précité, la surface de stockage est de 3 340 m², la zone n'est pas couverte pas un système d'extinction automatique ;
- article 2.4.1 de l'arrêté ministériel précité, la hauteur maximale de stockage est de 8,5 m, le volume maximal des îlots est de 1 000m³, en compensation un mur de recoupement REI 120 est mis en place, avec porté coupe-feu EI 120 min au sein de chacune des cellules de stockage du bâtiment B.

Article 4 : EAUX PLUVIALES

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2022 susvisé est modifié comme suit :

La gestion des eaux pluviales est organisée selon 4 bassins versants.

Les eaux de voiries sont récupérées et dirigées vers les noues étanches ainsi que les eaux des toitures des bâtiments K1 et K2.

Les eaux des toitures des autres bâtiments sont dirigées directement vers les noues ou bassins d'infiltration.

Les caractéristiques des bassins sont les suivantes :

Bassin versant	Type de noue	Volume	Référence des noues
rouge	Noue étanche	477 m ³	Noues étanches n°1, 1bis et 2
	Noue d'infiltration	570 m ³	Noue d'infiltration n°2
violet	Noue étanche	3 070 m ³	Noues étanches n°3 à 7
	Noue d'infiltration Sud-Ouest	1 287 m ³	Noue d'infiltration n°4
	Noue d'infiltration Sud-Est	1 417 m ³	Noue d'infiltration n°3
vert	Noue d'infiltration	108 m ³	Noue d'infiltration n°1
bleu	Noue d'infiltration	421 m ³	Noue d'infiltration n°5

En cas d'incendie ou de pollution, des obturateurs ou vannes permettent de fermer les réseaux reliés aux noues et bassins d'infiltration.

Ces équipements sont manœuvrés au moins une fois par an, lors de cette opération l'étanchéité des dispositifs d'obturation est vérifiée.

Chaque opération donne lieu à un constat qui est archivé et consultable par l'inspection des installations classées.

Préparations des noues et bassins d'infiltration

Avant la réalisation des noues et bassins d'infiltration, l'exploitant fait réaliser plusieurs sondages au droit de chaque ouvrage et jusqu'au toit de la nappe afin de s'assurer de l'absence d'une pollution des sols au niveau du massif d'infiltration. Les hydrocarbures et métaux sont recherchés dans les échantillons de sols prélevés.

La perméabilité des ouvrages d'infiltration est limitée à 1.10⁻⁵ m/s, les bassins sont conçus afin que le temps d'infiltration du volume correspondant à leur capacité définie ci-dessus soit inférieur à 4 jours.

Les résultats des mesures de recherches de pollution et de perméabilité sont reportés dans un rapport, ainsi que les dimensions réelles des ouvrages après leur réalisation. Ce rapport est conservé par l'exploitant et consultable par l'inspection des installations classées.

Article 5 : ORGANISATION DES STOCKAGES

L' article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2022 susvisé est complété comme suit :

Nature du stockage	Quantité*	Rétention
Aire de dépotage bitume et huile	Citerne routière : 25 m ³	Noue étanche après fermeture de la vanne à sa sortie <i>présence humaine permanente lors des opérations de dépotage</i>
Bitume	5 x 128 m ³	Noue étanche après fermeture de la vanne à sa sortie
Huile composant recette	1 x 80 m ³	Cuve à double paroi
Huile caloporteur	1 x 16 m ³	Cuve à double paroi

Article 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 6.1 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- la présente décision est mise à la disposition du public pour information sur le site Internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois ;
- une copie de la présente autorisation est déposée en mairie de Drusenheim ;
- un extrait de la présente autorisation est affiché en mairie de Drusenheim pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un certificat d'affichage du maire concerné.

Article 6.2 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6.3 : exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société BAUDER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Drusenheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint



Karim TERPOLLION